Amazonie : disputes territoriales et conflits

« On nous considère comme la périphérie de la périphérie »

Avant d'entamer le débat sur les profonds changements qui sont en train de se produire en Amazonie depuis quelques années – en particulier après le retour aux grands projets d'infrastructure logistique publics et privés (routes, ports, aéroports, systèmes de communication, voies fluviales, voies ferrées, centrales hydroélectriques, gazoducs, oléoducs et autres) – il nous semble intéressant de présenter un problème propre à la région, auquel on ne réfléchit pas toujours : l'Amazonie est à la périphérie de tous les pays dont elle fait partie. Si nous observons attentivement une carte, nous voyons qu'en Bolivie, au Pérou, en Équateur, en Colombie, au Venezuela, au Guyana, au Surinam, en Guyane française et au Brésil, l'Amazonie est la périphérie de la périphérie. Elle ne contient aucune capitale des pays cités ni de la colonie française. Elle est généralement la zone la mieux conservée, mais elle est aussi la plus vide de politiques publiques favorables à la population. On la considère comme un territoire sans population, économiquement en retard, sans entrepreneurs et qui, justement pour cela, doit être occupé, conquis, dominé, contrôlé et intégré à la mondialisation capitaliste pour que ses ressources naturelles soient exploitées et exportées pour, finalement et principalement, le plus grand bénéfice de grands groupes politiques et économiques du Brésil et d'ailleurs.

Si le Brésil est défini par beaucoup comme la périphérie capitaliste, que dire de l'Amazonie ? Selon la façon de voir des dominateurs, l'unique alternative qui lui reste est de continuer à être la périphérie de la périphérie, vers où se déplacent les activités économiques intensives qui concernent les ressources naturelles (terre, eau, forêt, sol et sous-sol) qui favorisent la dégradation environnementale (mines, élevage, production d'énergie et de bois, entre autres), et dont les produits sont essentiellement destinés à l'exportation, fortement subventionnées par le gouvernement brésilien (au moyen d'exonérations fiscales) et financées avec des intérêts très bas. Les industries polluantes qui n'intéressent pas le Japon, l'Europe et les États-Unis opèrent leur transfert vers l'Amazonie, ainsi que celles qui demandent une grande quantité d'énergie pour fabriquer leurs produits (les fonderies d'aluminium par exemple), ou un volume considérable d'eau (comme la production de palmiers à huile et de soja, ou l'extraction de minerais), ou d'autres dont les sources de matière première sont en voie d'épuisement dans les zones où elles opèrent : les entreprises forestières asiatiques.

La dispute pour les territoires et leurs ressources

Les grands projets d'infrastructure en Amazonie obéissent à divers objectifs. En premier lieu les routes, les centrales hydroélectriques, les ports et d'autres entreprises garantissent à de puissants groupes économiques nationaux ou étrangers l'accès, l'utilisation et le contrôle de vastes zones territoriales et des ressources naturelles existantes dans la région. L'infrastructure que l'on est en train d'édifier dans la région arrive à point pour permettre la mise à sac généralisée. Et l'on découvre que ces territoires ne sont pas démographiquement vides. Divers peuples indigènes y vivent, riverains, mineurs, "*quilombolas"* et autres. Il s'agit donc de territoires occupés, dans quelques cas

depuis des siècles, et dont les habitants maintiennent des relations qualitativement différentes des nôtres avec la nature qu'ils ne voient pas comme une simple marchandise. De fait, en ouvrant ces zones à l'exploitation prédatrice pour satisfaire des demandes étrangères, les gouvernements, les entreprises et leurs alliés sont en train de disséminer le conflit en Amazonie, vu que les communautés traditionnelles paysannes et les peuples indigènes ne permettront pas que leurs terres soient détruites sans réagir d'une façon ou d'une autre.

En deuxième lieu vient l'intérêt du Brésil pour l'intégration de l'infrastructure en Amérique du Sud, qui vise à réduire les coûts d'exportation du soja, des minerais, du bois, de la viande et d'autres produits vers les marchés des différents continents. De plus, cette démarche a permis aux entreprises brésiliennes de commencer à contrôler les marchés des pays voisins, comptant pour cela avec l'appui total de la Banque nationale de développement économique et social (BNDES), d'autres institutions financières publiques et privées, des différents ministères, du parlement, etc. Et ceci sans mentionner l'intention, de la part des segments sociaux qui contrôlent l'État, de transformer le Brésil en puissance hégémonique en Amérique du Sud.

En troisième lieu, les projets d'infrastructure sont importants pour les trois pays qui se disputent actuellement l'hégémonie en Amérique du Sud (dans la Pan-Amazonie en particulier) : le Brésil, la Chine et les États-Unis. Ces trois pays ont intérêt à ce que les travaux prévus soient effectivement exécutés. Pour la Chine, par exemple, qui a besoin d'une grande quantité de minerais et de produits alimentaires, l'Amazonie est devenue un de ses principaux fournisseurs. En plus de la question économique, les États-Unis veulent consolider leur présence militaire sur cette portion du continent américain. Dans ce sens, la Colombie reste la plus grande “tête de pont” des intérêts états-uniens dans notre région. Si, d'un côté, la connexion territoriale à partir des projets d'infrastructure séduit les États et les entreprises transnationales du Brésil, de la Chine et des États-Unis, de l'autre elle tend à rendre plus aigus les conflits entre eux, car leurs perspectives géopolitiques et stratégiques divergent sur plusieurs points. Comment se résoudront de tels conflits? Là est la question !

En quatrième lieu, les mouvements sociaux, les ONG, les associations pastorales et autres segments sociaux qui s'opposent à cette logique de développement économique basée sur l'exploitation intensive et extensive des ressources naturelles de l'Amazonie, ne luttent pas contre une entreprise ou une autre, contre un gouvernement ou un autre. Ils luttent contre un bloc de pouvoir profondément articulé du plan local au plan l'international. Ce bloc de pouvoir unit des gouvernements, des entreprises (ALCOA, VALE, Suez, Odebrecht, Camargo Correa), des parlements, le pouvoir judiciaire, des oligopoles de communication (TV, radios, Internet, agences de presse, journaux, revues, etc.), des banques (Santander, Itaú, Bradesco, BNDES, Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement, Fonds monétaire international (FMI) et d'autres encore), des agences multilatérales (en particulier l'Organisation Mondiale du Commerce – OMC), des entreprises (1) et même une partie des mouvements sociaux et des ONG.

Ces acteurs s'unissent pour garantir l'appui de l'opinion publique et l'exécution des projets d'infrastructure, en ayant maintenant reconnu leurs effets irréversibles sur l'environnement, les peuples indigènes, les communautés traditionnelles et les populations urbaines, pour réaliser des réformes législatives qui assouplissent les législations environnementales ou autres, afin de faciliter l'accès des grandes entreprises aux terres indigènes et à celles qui appartiennent encore aux *quilombolas*, aux zones de préservation (forêts nationales, parcs, réserves extractivistes, etc.), et pour définir les mesures d'apaisement et/ou de compensation qui rendent possible le retrait de milliers de personnes des zones d'intérêt pour le grand capital. De plus, nous ne pouvons omettre les mesures qui visent à combattre tous les secteurs qui font obstacle aux stratégies des forces hégémoniques, comme la criminalisation des leaders et de leurs organisations, la persécution

politique, l'étranglement financier de leurs institutions et même l'utilisation de la violence physique.

En cinquième lieu, les grands projets d'infrastructure sont associés à la stratégie du bloc de pouvoir cité précédemment, qui consiste à transformer tous les éléments de la nature en *actifs environnementaux.* Celasignifie que *nous entrons dans une phase du capitalisme où l'on fixe un prix à la nature.* Le débat aujourd'hui tourne autour du prix de la tonne de carbone, du prix du travail de pollinisation des abeilles, de la forêt sur pied, des potentialités des fleuves à produire de l'énergie, de la capacité des algues de capturer les déchets polluants, etc.

En sixième lieu, la construction de tous les ouvrages d'infrastructure qui intéressent le grand capital contribue aussi à ce que les mécanismes de domination restent aux mains de ce bloc de pouvoir. Les ports, les aéroports, les routes, les centrales hydroélectriques et autres servent, par exemple, à financer les campagnes électorales de certains membres des pouvoirs exécutif et législatif. De la même manière, en garantissant l'accès, l'utilisation et le contrôle de vastes étendues territoriales et de leurs ressources naturelles à de puissants groupes d'entreprises, les projets d'infrastructure contribuent à ce que le système capitaliste trouve de nouveaux moyens pour s'alimenter et se reproduire indéfiniment.

En septième lieu, les grands projets d'infrastructure sont justifiés à partir d'idées-clés qui exercent une profonde influence sur l'imaginaire populaire. Parmi ces idées se trouvent les notions de *progrès* et de *développement*. Le pouvoir politique ou idéologique de ces idées est très fort. À cause de cela, il nous est très difficile de nous opposer au discours dominant, puisque d'une certaine façon nous nous retrouvons prisonniers des schémas de la pensée hégémonique dans la société. Il est donc indispensable que nous nous ouvrions à d'autres possibilités, comme le débat sur *le Bien Vivre* divulgué à partir des expériences des peuples indigènes andins, ou même de la réflexion critique sur le *néo-extractivisme* (2).Nous devons briser les chaînes qui nous imposent des idées comme *progrès* ou *développement*. Cela est aussi important que de réaliser des manifestations pour empêcher la construction d'un complexe hydroélectrique ou l'installation d'une entreprise minière.

Guillermo Carvalho, FASE/PA – Brasil

E-mail : gcarvalho@fase-pa.org.br

(1) Associação Brasileira de Alumínio (ABAL), Associação Brasileira da Infraestrutura e Indústrias de Base (ABDIB), Associação Brasileira das Concessionárias de Energia Elétrica (ABCE), Confederação Nacional da Indústria (CNI), Conselho Empresarial Brasil-Estados Unidos, etc.

(2) En résumé, nous appelons *extractivisme* ou *néo-extractivisme* le modèle de développement basé sur l'exploitation intensive des ressources naturelles (mines, hydrocarbures et autres), contrôlées par de grands groupes économiques nationaux ou transnationaux et qui ont la capacité de provoquer de graves dommages socio-écologiques.